genevabusinessnews
LA PLATEFORME COLLABORATIVE SUR L'ECONOMIE, LE MARCHE DE L'EMPLOI ET LES RESSOURCES HUMAINES EN SUISSE

Et si l'Angleterre quittait l'Union Européenne?

gbnews.ch/et-si-langleterre-quittait-lunion-europeenne/

Alban Brisset July 4, 2012



Les eurosceptiques anglais souhaitent que cette question soit soumise au référendum et le Premier Ministre ne semble pas complètement opposé. Ben Chu, journaliste économique de "The Independent" fait le point sur les conséquences de ce scénario.

Les Exportations : L'UE représente 53% des exportations et 3 millions d'emplois. Le fait de quitter l'UE ne devrait pas changer grand-chose, l'Angleterre mettrait en place un accord de libre-échange comme la Norvège, l'Islande et la Suisse. Mais le pays pourrait-il imposer ces nouvelles règles ? Aux risques de rentrer en pleine concurrence avec la Chine, le Brésil ou l'Inde?

Les Importations : Les Britanniques importent plus de l'UE qu'ils n'exportent. En 2011, les exportations représentaient 159 milliards de livres sterling et les importations plus de 202 milliards, soit un déficit de 42 milliards. Ce constat n'est pas dû au fait que les britanniques ont une préférence européenne mais parce qu'ils souhaitent des produits qui ne peuvent être fabriqués en Angleterre. En quittant l'UE, le Royaume-Uni devrait mettre en place des taxes aux importations, ce qui ne serait pas gage d'une grande popularité.

La Croissance : Est-ce que les capitaux étrangers continueraient à s'investir au Royaume-Uni ? L'Institut National de la Recherche Economique estime que les investissements directs s'effondreraient et par conséquence la livre sterling enregistrerait un recul permanent de 2.25 points. Alors que Capital Economics envisageait le mois dernier que le Royaume-Uni pourrait devenir un refuge.

L'Immigration : Le Gouvernement Britannique restreindrait l'accès à son marché du travail aux citoyens européens, 165 000 migrants en 2011 et 182 000 en 2010. Les partisans estiment quant à eux qu'il y aurait ainsi une amélioration de la qualité de vie par la diminution des besoins en service publics et en infrastructure. Les opposants nous disent que ces immigrants sont un

bienfait pour l'économie anglaise puissent qu'ils comblent les besoins en main d'œuvre et augmente la productivité. De plus, on estime à 748 000, le nombre de britanniques qui vivent et travaillent en Europe, beaucoup ont une maison de vacances en France ou en Espagne. Si on restreint la libre circulation vers le Royaume-Uni, la réponse de l'Europe ne devrait pas se faire attendre.

Le Budget : Le Royaume-Uni contribue à hauteur de 15 milliard de livres et reçoit des subventions pour un montant de 6 milliards pour la plupart en faveur de l'agriculture, ce qui fait une contribution nette de 9 milliards. L'abandon du navire européen permettrait de réduire le déficit anglais mais ce ne serait pas une révolution. Cette contribution nette correspond à 0.6% du PIB alors que le déficit est de 8.3%. Sans compter les bénéfices qu'apporte cette contribution européenne puisqu'elle sert principalement au développement du marché européen, donc aux produits et services britanniques.

La Régulation économique : La Chambre de Commerce Britannique estime à 7.4 Milliards le coût de la régulation européenne à l'Angleterre. Ce coût doit être envisagé face aux bénéfices apportés. Si l'Angleterre quitte l'UE, cette régulation devra être supportée seule par les britanniques.

Les Banques : Les banquiers britanniques sont généralement favorables à l'UE. De plus, le Royaume-Uni veut imposer des règles plus contraignantes que l'UE en matière de capitalisations des banques de dépôts. Sans oublier l'aide que peut apporter l'Europe pour l'ouverture de nouveaux marchés étrangers comme la Chine.

L'Agriculture : la Politique Agricole Commune est presque unanimement considéré comme un gâchis favorisant la surproduction et la pleine concurrence avec les producteurs africains. Entre 2007 et 2013 la contribution nette de l'Angleterre est de 7.1 milliard de livres sterling. En quittant l'Europe, cela représenterait une économie, mais alors le gouvernement perdrait son pouvoir d'influencer la réforme de la PAC.

La Politique : l'Europe est plus social-démocrate que l'Angleterre. Les conservateurs britanniques souhaiteraient mettre une relation privilégiée avec les USA, mais Washington préfère que les Britanniques s'impliquent plus dans l'UE, comme d'ailleurs la Chine ou l'inde.